

**Le 23 novembre 2021**

Le 19 novembre 2021, la DRIEETS a validé la demande d'homologation déposée par la direction de SFR en vue de détruire 1600 postes au sein de l'UES SFR. Cette décision fait suite à la validation du PSE côté boutiques SFR qui va détruire 400 postes soit plus d'un emploi sur cinq sur le pôle Télécoms.

Cette décision concerne une réorganisation pour laquelle aucun accord n'a été signé.

En effet, la présentation faite par SFR a été reconnue par la justice, dans un rendu de jugement du 21 septembre 2021 comme étant frauduleuse à plusieurs titres :

- déloyale et que les éléments invoqués par SFR en février et mars 2021 étaient parfaitement connus lors de la première procédure de consultation menée de juillet à octobre 2020. Nous rappelons que lors de cette première consultation, les orientations stratégiques présentées n'avaient aucun impact sur l'emploi au sein de l'UES SFR.
- absente de toute justification des motifs invoqués justifiant, aux yeux de SFR, la nécessité de cette réorganisation
- basée sur un argument de difficultés économiques liées au COVID sur lequel SFR n'apporte aucune justification

Cette décision, concerne une réorganisation pour laquelle les élus du CSE-Central ont déclaré "*leur refus de s'associer à une procédure dont le contexte réel a été qualifié d'abusif et de déloyal par le Tribunal Judiciaire de Paris le 21 septembre 2021.*"

Le 27 octobre 2021, le CSE-Central de l'UES SFR devait rendre son avis sur le document unilatéral de la direction sur ce Plan de Sauvegarde de l'Emploi.

Une résolution votée à 20 voix pour et 2 abstentions sur 22 élus fait état des points suivants :

- La direction a notamment refusé de fournir des documents demandés présentant un état réel de la situation financière du Groupe.
- L'expertise menée par le cabinet Sextant a été grandement freinée du fait de l'impossibilité d'accéder à de nombreux documents.
- De graves risques vont peser sur les salariés qui resteront dans le groupe. (Report de la charge de travail, crainte d'une nouvelle réorganisation une fois ce PSE passé...)
- Absence de mesures de prévention pour faire face à ces risques
- Le report de la charge de travail généré par la suppression
- Le rappel des risques liés à l'interdépendance financière des entreprises de l'UES SFR et celles d'Intelcia et ERT Technologie

Une nouvelle fois, par cette réorganisation, en plus de détruire 2000 emplois au sein de SFR, c'est du démantèlement de l'entreprise qu'il est question.

Tous les jours, nous voyons des activités partir chez Intelcia et ERT technologie.

Cette décision de la DRIEETS impactera le bilan du quinquennat du Président de la République puisque le rachat de SFR par monsieur Drahi a vu sa validation par le ministère de l'économie en 2014 avec la signature d'Emmanuel Macron.

Toujours en 2014, monsieur Drahi alors encore potentiel acheteur de SFR s'engageait à conserver les emplois chez SFR et Numéricâble.

Nous avons par ailleurs interpellé le Président de la République le 07 Septembre sur le sujet ainsi que la Ministre du Travail à deux reprises : le 23 Avril et le 10 Septembre. Malgré nos explications argumentées et chiffrées, la DRIETS a quand même validé ce Plan de Départ Volontaire, qui n'a de volontaire que le nom.

Avec la macronie, SFR sera passé de 15000 à 8000 salariés entre 2017 et 2022. Nous sommes loin des déclarations du 9 Novembre 2021 où Emmanuel Macron clamait : "le travail continue donc d'être notre boussole, le fil rouge de notre action".

En parallèle, les seules entreprises de l'UES SFR (donc hors boutiques SFR) sur l'année 2020, ont bénéficié d'environ 44 millions d'Euros d'argent public avec la mise en chômage partiel de 2000 salariés environ. C'est donc sans compter les 2600 salariés des boutiques !

En "même temps", les 4,2 milliards d'Euros de résultats bruts de SFR en 2020 lui permettront de verser 4,7 milliards d'Euros à son actionnaire unique.

Autant d'argent en moins pour les investissements dans le réseau, et dans les emplois.

Ces investissements sont pourtant nécessaires : déploiement de la fibre, notre backbone ..., et pour garantir à ses clients un service digne d'un Opérateur d'Importance Vital pour la nation !

